

préavis dans plusieurs pays. Avec des décès à la clé, dont le nombre est encore difficile à évaluer. "Si un patient avec le VIH interrompt brutalement son traitement, le virus, qui était inhibé, se réactive en quelques semaines, souligne Winnie Byanyima. Durant ces quelques semaines, le patient ne mourra pas, mais son état s'aggravera en raison de la charge virale. Ainsi, nous ne constatons les véritables conséquences de ces interruptions soudaines que bien plus tard. En raison des décisions des gouvernements aujourd'hui, certaines personnes mourront dans les années à venir, et c'est inacceptable."

Effet boomerang en Europe

Certes, entre-temps, poursuit l'agence onusienne, les programmes américains Pefar ont repris, mais le Fonds mondial n'atteint, lui, toujours pas ses objectifs: les promesses de dons du sommet trisannuel du 21 novembre, atteignent 11,3 milliards de dollars, pour un objectif de 18 milliards. Les promesses des États-Unis sont ainsi passées de 6 milliards à 4,6 milliards de dollars. Plusieurs autres états ont aussi choisi de revoir leurs dons à la baisse.

C'est le cas de la Belgique, relève MSF. Jusqu'ici de 15 millions d'euros par an, ses promesses sont à présent de 10 millions annuels, "on voit donc un désinvestissement". Et l'Europe (UE, Commission...) ne comblera pas de son côté le désinvestissement international dans le VIH. "La tendance est

en fait générale: l'aide publique au développement est en train de décroître. Cela vaut pour les États-Unis, mais aussi pour les autres grands donateurs: Allemagne, Royaume-Uni, Japon, France et d'autres...", reprend Stéphanie Drèze. Il y a désormais une forte incitation, de plus en plus marquée aujourd'hui, à mobiliser les ressources nationales (des pays pauvres touchés par le VIH, NdLR). Il est évident que ces pays doivent investir davantage dans leur riposte, mais la faisabilité de cette mesure dans les délais impartis, notamment pour couvrir les coûts du manque du jour au lendemain, pourrait s'avérer complexe. Le principal risque est donc une résurgence de l'épidémie."

Avec un effet boomerang chez nous... "Je pense qu'il est nécessaire de rappeler aux contribuables belges et européens, qu'à long terme, cela devient aussi un problème pour eux, affirme Gorik Ooms, professeur de politique de santé à l'Institut de médecine tropicale d'Anvers. Cela peut paraître cynique. Mais que font les gens lorsqu'ils n'ont plus accès à la thérapie antirétrovirale ou que cet accès est irrégulier? Ils contracteront des infections opportunistes. Ils se mettront à prendre les antibiotiques qu'ils trouveront et qui seront de qualité inférieure. Ils risquent d'interrompre leur traitement. Nous sommes en train de créer une vague, un véritable tsunami de résistance aux antimicrobiens, qui va déferler sur l'Europe."

Sophie Devillers

"Nous n'avons plus de médicaments antirétroviraux à Bukavu"

C'est un véritable appel au secours que lance l'épidémiologiste Modeste Mambo Amisi, responsable d'Hodsas, une ONG de lutte contre le Sida, à Bukavu, dans l'est de la République démocratique du Congo. Depuis plusieurs mois, de nombreuses personnes vulnérables qu'il suit (patients appartenant à des minorités sexuelles, travailleurs du sexe...) se retrouvent en effet sans soins, suite aux coupes budgétaires dans le financement international contre le VIH. À cette absence de financement s'ajoutent les difficultés d'approvisionnement et les destructions d'infrastructures hospitalières ainsi que le départ du personnel médical liés au conflit en cours au Kivu.

"Trois ou quatre personnes avec le VIH de la communauté sont décédées, notamment à cause d'infections opportunistes", confie le directeur exécutif de Hodsas à La Libre. "Au moment où je vous parle, il n'y a plus de médicaments antirétroviraux (ARV) à Bukavu. Or, il y a 700 personnes, toutes catégories confondues, qui en prenaient. Mais il n'y a pas que les ARV, il y a aussi la Prep, des prophylaxies expositionnelles.

Cela permet de prévenir la maladie chez les populations clés. Le travailleur de sexe peut avoir des rapports sexuels avec quelqu'un qui est VIH-positif, sans contracter le virus. Mais ces médicaments, il n'y en a plus! On manque par exemple aussi de seringues et nous n'avons presque plus non plus de préservatifs." Or, la zone comprend notamment une ville minière, où se retrouvent de nombreuses travailleuses du sexe des pays voisins, et qui sont en attente de condoms.

Des millions de nouvelles infections

Dans ce contexte, l'épidémiologiste craint bien sûr une recrudescence de l'épidémie dans sa région et lance un appel spécifique à la Belgique. Notamment pour épauler les activistes locaux dans leur plaidoyer auprès des autorités congolaises afin qu'elles financent, elles aussi, la lutte contre le Sida au niveau local.

Au niveau mondial, l'effondrement des services de prévention du VIH pourrait entraîner 3,3 millions de nouvelles infections d'ici 2030 si nous n'agissons pas, selon l'Onusida. So. De.

Des inondations font des dizaines de morts en Asie du Sud-Est

Catastrophe naturelle La région vit sa saison de mousson annuelle mais le changement climatique engendre des épisodes de pluie plus intenses.

Les autorités indonésiennes, thaïlandaises et malaisiennes étaient mobilisées jeudi pour porter secours aux habitants piégés par les inondations qui ont fait des dizaines de morts en Asie du Sud-Est au cours des derniers jours.

À Sumatra, la grande île indonésienne, le bilan des inondations et glissements de terrain est monté à 19 morts et plus de 20 disparus. Des pluies torrentielles se sont abattues durant plusieurs jours dans l'ouest du pays. En raison des intempéries, l'accès routier aux zones touchées a été coupé et les services de télécommunications et d'électricité sont également hors service. Dans la province d'Aceh, près de 1 500 personnes ont dû être évacuées.

Les intempéries ont également provoqué d'importantes inondations dans le sud de la Thaïlande, notamment à Hat Yai, près de la frontière malaisienne. Des quartiers entiers ont été submergés, contraignant des habitants désespérés à se réfugier sur les toits. Les autorités ont annoncé mercredi que 33 personnes avaient péri dans sept provinces du sud.

Jusqu'au plafond

Les eaux ont commencé à se retirer jeudi à Hat Yai, mais pour Kamban Wongpanya, 67 ans, le retour dans sa maison est encore impossible. "L'eau est montée jusqu'au plafond du deuxième étage", dit-elle, expliquant avoir dû être secourue par bateau. Depuis le niveau de l'eau dans sa demeure "a baissé de moitié, mais la route qui y mène est encore inondée, je ne peux pas encore rentrer."

De nombreux habitants ont perdu leur maison et leurs moyens de subsistance dans ces inondations, qui ont commencé

la semaine dernière en Thaïlande.

La région connaît actuellement sa saison de mousson annuelle. Le changement climatique engendre des épisodes de pluie plus intenses, car une atmosphère plus chaude retient davantage d'humidité, selon des scientifiques. Le réchauffement des océans alimente également des systèmes orageux plus intenses et plus pluvieux.

Indemnisation de 280 dollars

Dans le magasin de Chayaphol Promkleng, commerçant à Hat Yai, l'eau est montée jusqu'à taille d'homme. "Je ne pouvais rien faire. J'ai quitté le magasin pour sauver ma vie", confie-t-il.

Le gouvernement thaïlandais a annoncé récemment un plan d'indemnisation d'environ 280 dollars par foyer pour les familles sinistrées. Mais Chayaphol, lui, a tout perdu.

De l'autre côté de la frontière, en Malaisie, la Protection civile a utilisé des bateaux pour évacuer les personnes âgées ou fragiles piégées dans leurs maisons à Kangar, dans l'État de Perlis. Deux personnes ont déjà perdu la vie dans les inondations qui ont touché ce pays, où les autorités prévoient de fortes pluies dans les prochains jours.

Un habitant, Ali Mat Isa, a porté sa femme alitée dans les escaliers mercredi soir, alors que les eaux envahissaient leur maison. "Je ne pouvais pas me rendre au centre d'accueil des sinistrés à cause de l'état de santé de ma femme", raconte-t-il, tandis qu'il est aidé pour monter dans une barque flottant sur des eaux boueuses lui arrivant jusqu'à la taille. "Le niveau de l'eau est monté très vite. Je n'ai pu emporter que du matériel électrique. Tout le reste, je l'ai laissé derrière moi." (AFP)

Des quartiers entiers ont été submergés, contraignant des habitants désespérés à se réfugier sur les toits.

Les autorités ont annoncé mercredi que 33 personnes avaient péri.